

Le CD&V est servi sur un plateau d'argent

L'informateur doit donner des garanties au CD&V pour l'attirer dans une coalition. Mais toutes les avancées sont suspendues à une question: est-ce que Kris Peeters veut devenir Premier ministre fédéral?

MARTIN BUXANT

Toute la difficulté d'une mission royale, c'est d'éviter de donner la perception qu'on tourne en rond. Et que faute de progresser, on verse dans l'occupationnel. Alors, on ne va pas tourner autour du pot: bien qu'il travaille dans l'extrême discrétion et qu'il s'applique à masser soigneusement les uns et les autres, les progrès enregistrés par l'informateur ne sont pas encore très visibles...

Et il apparaît clair aujourd'hui que Charles Michel ne peut pas passer tout l'été suspendu à une réponse du CD&V. Il dispose de quelques jours devant lui, au mieux une courte prolongation lundi prochain, mais pas davantage pour faire bouger les choses. Faute de quoi il devra alors jeter le gant — comme son prédécesseur informateur Bart De Wever avant lui.

Ce n'est pas le scénario idéal vu que le Palais royal aurait préféré passer les fêtes du 21 juillet et les 1 an de règne de Philippe au chaud aux côtés de Charles Michel dans une vraie phase de formation en bonne et due forme... Après Charles Michel, logiquement, le Parti socialiste pourra, lui aussi, tenter sa chance de mettre une coalition fédérale en place.

L'indécision du CD&V à avancer vers une coalition «suédoise» (MR, N-VA, CD&V, Open VLD) ou vers une tripartite traditionnelle — les deux options sur lesquelles continue de plancher Charles Michel tient à plusieurs facteurs.

D'abord au fait que le CD&V considère les deux pistes comme des

cauchemars. La première formule le verrait ramener le PS à bord, ce qu'une grande partie de la Flandre ne lui pardonnerait pas. La seconde forme de coalition verrait le CD&V noyé au milieu d'un océan libéral — ce qui n'est également pas idéal. Mais, à tout prendre, le CD&V, de ces deux maux devrait choisir le moindre, et tester in fine la coalition «suédoise» (ex «kamikaze», pour le bleu des libéraux et le jaune de la N-VA).

L'informateur doit donc maintenant donner des garanties au CD&V en termes syndicaux — comment en effet l'ACW va-t-elle survivre dans ce biotope qui lui est hostile? Mais Michel doit également trouver des mécanismes qui permettront de diminuer la représentation ministérielle libérale (7 ministres MR et 2 Open VLD). Cette armada effraye les démocrates-chrétiens flamands. «C'est à Michel d'être créatif et de proposer quelque chose à ce sujet, dit clairement un haut responsable CD&V. Il faut corriger cette perception que ce serait un gouvernement libéral.» Confier une série de portefeuilles ministériels à des personnalités issues de la société civile et plutôt ancrées au centre est une option. À creuser.

D'un autre côté, la tripartite traditionnelle. Le CD&V n'en veut pas (non plus). Et elle serait un mauvais scénario pour le MR puisque les chances qu'ils intègrent les majorités régionales sont proches de... zéro. «Il n'en a jamais été question», confirme un responsable socialiste. Mais soucieux de tenir ses deux fers au feu, l'informateur maintient des contacts avec le Parti socialiste.

L'autre élément qui empêche le CD&V de faire le plongeon dans un des deux bassins tient à une personne. Et a des répercussions sur le niveau flamand. Le cas de Kris Peeters, qui pose un problème XXL aux centristes flamands, confirme plusieurs négociateurs. Peeters fina-

lise en effet le montage d'un gouvernement flamand, dont il ne devrait pas faire partie. C'est en principe le N-VA Geert Bourgeois qui sera le prochain ministre-président flamand. À moins de devenir numéro 2 d'un exécutif qu'il a dirigé, Peeters doit donc déménager vers le Fédéral. Or, selon plusieurs sources, le candidat Premier du CD&V n'a qu'une envie limitée de se frotter au Fédéral, aux francophones et aux perpétuelles tensions communautaires. «C'est bien simple: on ne sait pas ce qu'il veut faire. Il suffit qu'il se lève un matin et se dise voilà je veux vraiment être Premier ministre, et cela pourrait accélérer les choses», pointe-t-on rue de la Loi.

Le point d'interrogation autour de Kris Peeters conditionne donc les avancées futures de l'informateur royal...

Enfin, la nomination la semaine prochaine du futur président du Sénat, mais surtout du commissaire européen belge sont des écueils importants. Sans indication sur la future majorité, un vaudeville comme celui qui a conduit à évincer André Flahaut de la présidence de la Chambre pour éviter le N-VA Siegfried Bracke risque de se reproduire au Sénat.

Et pour la Commission européenne, faute de vue sur une majorité, le Premier ministre transmettra plusieurs noms au président Jean-Claude Juncker — Didier Reynders (MR), Joëlle Milquet (cdH), Marianne Thyssen (CD&V), Karel De Gucht (Open VLD) et Johan Vande Lanotte (SPA) sont cités.

Mais il apparaît néanmoins insensé de penser que le futur représentant belge à la Commission n'ait pas le soutien d'un gouvernement de plein exercice.

Allez, vous aussi, tentez votre chance. **Devenez le prochain commissaire européen belge...**

«À Charles Michel à être créatif et à nous dire comment le CD&V ne va pas être noyé au milieu des ministres libéraux en cas de coalition avec le MR, la N-VA et le VLD.»

UN RESPONSABLE CD&V